

REGISTRE DES DELIBERATIONS

REPUBLIQUE
FRANÇAISE

DEPARTEMENT
DU
GARD

SEANCE DU 02 JUIN 2022



DELIBERATION N° 07
DU
CONSEIL MUNICIPAL DE SAINT-CHAPTES

Nombre de membres	
Afférents au Conseil Municipal	En exercice
19	19
Présents	Qui ont pris part au vote
15	17

CD

Date de la convocation
25 mai 2022

Objet de la
délibération

**DROIT DE
PREEMPTION
URBAIN**
---000---
**BIEN CADASTRÉ
SECTION
AD N° 52**

Délibération Affichée le
07/06/2022
Transmise en Préfecture le
07/06/2022

L'an deux mille vingt-deux et le deux juin, à 20 heures, le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur MAZAUDIER Jean-Claude, Maire.

PRESENTS : Tous les membres en exercice, sauf :

- ↪ M. CAUQUIL Xavier, absent excusé.
- ↪ M. CHANEAC Guy qui a donné procuration à M. CUILLE Jean-Marie.
- ↪ Mme PERROTIN Karine qui a donné procuration à Mme RAVAT Lisette
- ↪ Mme VILLANUEVA Christelle, absente excusée.

Mme HUNOT Anne-Laure a été nommée secrétaire.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 213-1 et suivants et R. 213-4 et suivants ;

Vu l'article L. 2122-22 (15°) du code général des collectivités territoriales ;

Vu le plan local d'urbanisme (P.L.U.) de la commune approuvé le 25/04/2013, modifié le 27/10/2016 et le 26/09/2019 ;

Vu le plan de prévention des risques d'inondation (P.P.R.I.) en date du 03/07/2008 ;

Vu la délibération du conseil municipal du 25 avril 2013, décidant d'instituer le droit de préemption urbain en application de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner établie par Me OZIL Francine, Notaire, reçue en mairie le 18 mai 2022, portant sur le bien cadastré :

- ↪ section AD N° 52 d'une superficie de 170 m², situé 183 avenue de la république.

Considérant que le bien faisant l'objet de cette déclaration d'intention d'aliéner se trouve inclus dans une zone couverte par le droit de préemption urbain institué par la commune ;

Considérant que le bien mentionné ci-dessus ne présente pas d'intérêt particulier pour la commune, Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de ne pas user des dispositions du droit de préemption urbain institué sur les zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par :
- 17 voix pour ne pas exercer son droit.

RENONCE à exercer son droit de préemption sur le bien cadastré :
↳ **section AD N° 52 d'une superficie de 170 m².**

Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Le Maire.
MAZAUDIER Jean-Claude.



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

030-213002413-20220602-DE07-02JUN2022-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 07/06/2022

Affichage : 07/06/2022

